

Première partie

Les États-nations européens

***Promesses de puissance
et de prospérité (1848-1878)***

Chapitre 1

Un « concert des nations » disharmonique

L'Europe entre aspirations libérales et/ou nationales et conservatismes

Depuis 1815, l'équilibre continental repose sur le « **concert européen** » des membres de la **pentarchie** (Autriche, Prusse, Russie, Grande-Bretagne, France). La période est marquée par les dynamiques complexes des rapports de force internes à la pentarchie mais aussi par la constitution de nouveaux États-nations puissants à l'issue de plusieurs conflits. Les combinaisons subtiles entre des forces centrifuges porteuses des aspirations nationales des peuples européens, des conservatismes décidés à prorroger le monde d'hier et un courant libéral qui propose de dépasser les frontières étatiques pour, déjà, fluidifier les rapports politiques et sociaux, donnent à voir l'idéal viennois du « concert des nations » comme garant d'une paix continentale approximative se désagréger au fil que se déroule ce troisième quart du XIX^e siècle.

Le « Printemps des peuples » : des aspirations nationales et libérales gelées par les forces conservatrices

L'Europe connaît dès 1846 une relance de l'agitation politique. Elle se superpose et se nourrit d'une crise économique et sociale. Elle est analysée par Friedrich Engels dès 1844 comme pouvant précipiter une situation révolutionnaire. Les patriotes italiens placent leurs espoirs dans le nouveau pape Pie IX, réputé plus ouvert alors que Charles-Albert de Piémont autorise les réunions publiques à partir d'octobre 1847. En France, face à une Monarchie de Juillet sourde aux mécontentements, les républicains lancent une campagne de banquets, tandis qu'en Prusse, Frédéric-Guillaume IV doit accepter la réunion d'une **Diète** (assemblée).

Un souffle révolutionnaire

Le climat pré-insurrectionnel qui agite le continent européen débouche sur un « printemps 1848 » marqué par une série de révolutions qui conjuguent aspirations libérales et nationales. Le terrain d'affrontement est avant tout politique.

L'obtention d'une constitution ou la question du vote sont au centre des revendications. Elles peuvent encore avoir une dimension sociale (abolition du servage en Russie). En février 1848, la révolution parisienne lance un mouvement qui se diffuse rapidement sur tout le continent. Le 13 mars, **Metternich** est obligé de fuir Vienne devant la révolte populaire, tandis que l'empereur accepte de concéder une Constitution et de créer une Garde nationale.

Socialisme : Sur l'aile gauche du courant démocratique, différentes familles politiques émergent lors des révolutions de 1848 avec une préoccupation commune pour l'amélioration de la condition ouvrière. Sous l'impulsion des démocrates socialistes (Louis Blanc), se mettent en place les ateliers nationaux à Paris. En Allemagne, la Ligue des communistes diffuse le *Manifeste du parti communiste* rédigé par Karl Marx et Friedrich Engels en février 1848. Une organisation naîtra à l'échelle du continent en 1864, l'Association internationale des Travailleurs (voir chapitre 3).

En réalité, les revendications libérales croisent les ambitions nationales. La garnison autrichienne est également chassée de Milan, tandis que la république est proclamée à Venise et que Charles-Albert se pose en chef de l'unité italienne en déclarant la guerre à l'Autriche. En avril, Vienne doit également reconnaître l'indépendance des Hongrois. Créateur de l'armée nationale, Kossuth fait voter la déchéance des Habsbourg et la proclamation de la République de Hongrie en avril 1849. À Prague, se tient le premier Congrès des Slaves. En Allemagne, la plupart des souverains doivent également accepter la mise en œuvre de constitutions. À partir du 18 mai, un Parlement, élu au suffrage universel par tous les Allemands, se réunit à Francfort. L'acmé du processus révolutionnaire est atteint.

Triomphe des forces conservatrices

Cependant, la réaction monarchique s'organise rapidement. En France, après l'insurrection populaire de juin 1848 à Paris, les conservateurs se mobilisent. Le « parti de l'ordre » regroupe légitimistes, orléanistes et bonapartistes. Il obtient l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République en décembre. En Italie, l'armée piémontaise est écrasée à **Custoza (juillet 1848)** et à **Novare (mars 1849)** et, malgré la résistance de Venise assiégée jusqu'en août 1849, l'Autriche rétablit l'ordre dans la péninsule. Après avoir dissous la Constituante, le jeune empereur **François-Joseph (1848-1916)** rentre dans Vienne. Ses armées marchent ensuite sur la Hongrie, battant les révolutionnaires à **Vilagos le 13 août 1849 avec l'appui des Russes**. En Allemagne, si la révolution conjugue, non sans contradictions, mouvement national unitaire et révolution démocratique, le Parlement de Francfort se divise entre projet d'une Grande ou d'une Petite Allemagne.

Grande ou petite Allemagne : L'unification allemande pose le problème des critères de la nation (langue, origine ethnique...) et donc des contours géographiques de l'espace allemand. La Grande Allemagne comprendrait l'Autriche. Or, elle possède des territoires non germaniques. La Petite Allemagne est un projet duquel l'Autriche serait écartée en raison de la dimension multinationale de l'Empire des Habsbourg.

En mars 1849, une Constitution est proclamée, elle prévoit un État fédéral dont le souverain serait le roi de Prusse. Frédéric-Guillaume IV refuse aussitôt, soucieux de préserver ses prérogatives régaliennes. La révolution est dans l'impasse: en mai, le Parlement se dissout. En juillet, les troupes prussiennes et autrichiennes rétablissent partout l'ordre monarchique.

Modernité politique et persistance de l'Ancien Régime : une situation transitionnelle

Le modèle constitutionnel et les avancées politiques s'imposent pourtant sur une partie du continent, tandis que les empires demeurent sous des formes plus autoritaires encore.

Les avancées du libéralisme en Europe occidentale

La Grande-Bretagne sert de référence aux élites libérales européennes depuis le XVIII^e siècle. Au milieu du XIX^e siècle, la monarchie britannique atteint un âge d'or fondé à la fois sur l'équilibre institutionnel incarné par le **Système de Westminster** et sur une croissance économique continue.

Système de Westminster : Système qui définit des règles destinées à assurer le fonctionnement d'un gouvernement sous le contrôle du pouvoir législatif. Parlement, cabinet et souverain ont stabilisé leurs relations institutionnelles. Depuis le début du XIX^e siècle, le souverain n'intervient plus directement dans la gestion des affaires.

Le règne de **Victoria (1837-1901)** marque une lente mais profonde transformation du pays. L'administration est réorganisée. En 1858, la Chambre des Communes s'ouvre aux Israélites. Des gestes significatifs sont également faits pour éteindre le nationalisme irlandais: en 1869, le **désétablissement de l'Église anglicane** lui enlève son rôle privilégié dans l'île.

Sur ce modèle, des États avancent sur la voie libérale. La Belgique est une monarchie constitutionnelle et parlementaire depuis sa création en 1830. Aux Pays-Bas, la réforme constitutionnelle de 1848 offre des droits élargis au Parlement (notamment la responsabilité des ministres). En Piémont, le *Statuto* (constitution) est également mis en place en 1848. Le régime évolue vers le parlementarisme dans les années 1850. Dans la péninsule ibérique, la situation politique est très chaotique, marquée par de profonds heurts entre partisans de l'absolutisme et du libéralisme. Malgré leur victoire lors de la première guerre carliste, les libéraux espagnols souffrent de la forte instabilité politique et du poids des conseillers militaires d'Isabelle II (1834-1868). Durant la « Décennie modérée » (1843-1854), les libertés reculent et le pouvoir royal est renforcé aux dépens des Cortès (Constitution de 1845). Les années 1860 sont ensuite marquées par des pronunciamientos et des soulèvements populaires. Au Portugal, la monarchie est également constitutionnelle et repose sur le principe d'une séparation des pouvoirs. À partir des années 1850, sur le modèle britannique, le « **rotativisme** » permet des alternances politiques entre les deux grands partis du pays. Les années 1870 sont cependant marquées par l'apparition de nouveaux partis : le parti républicain et le parti socialiste.

La France impériale : une marche prudente vers le libéralisme

Le 2 décembre 1851, le président Bonaparte fait un coup d'État pour se maintenir au pouvoir contre la Constitution. Le 2 décembre 1852, après plébiscite, il rétablit l'Empire. Son pouvoir repose sur les principes de 1789 mais Napoléon III est tout-puissant jusqu'en 1859-1860. Le corps législatif joue un rôle mineur dans l'adoption des lois et le gouvernement n'est pas responsable devant lui. Le suffrage universel est contrôlé grâce au principe de la **candidature officielle**. Les catholiques et les monarchistes continuent de soutenir le régime. L'armée et les préfets sont les relais de l'Empire autoritaire durant cette première période. La presse est étroitement surveillée (système de l'autorisation préalable). Ce **césarisme démocratique** est également caractérisé par une politique de séduction des paysans et des ouvriers (autorisation de la grève en 1864).

À partir de 1860, des réformes font évoluer le régime vers un modèle libéral. L'opposition gagne cependant des sièges au Corps législatif (1863). En 1867, les députés peuvent interpeller le gouvernement ; en 1868, les restrictions à la liberté de la presse sont levées. En 1870, le passage à un Empire parlementaire (gouvernement dirigé par le républicain Émile Ollivier) est approuvé par plébiscite : Napoléon III pense avoir consolidé son régime.

La République, un modèle possible ?

En Espagne, un nouveau soulèvement révolutionnaire (**La Gloriosa**) débute par un soulèvement à des troupes à Cadix en septembre 1868 et oblige Isabelle II à s'exiler. Elle abdique officiellement en 1870. De 1868 à 1874, les forces politiques

sont divisées. Après avoir envisagé d'installer un roi libéral étranger, l'Espagne connaît sa première République en 1873. Dès l'année suivante, un nouveau pronunciamiento permet à Alphonse XII, fils d'Isabelle II, de reprendre le trône. Il écrase l'opposition carliste et instaure une Constitution en 1876.

La défaite de Napoléon III en 1870 (voir plus loin) entraîne la **proclamation de la République** le 4 septembre 1870. Le gouvernement de Défense nationale, dominé par Léon Gambetta, est entièrement mobilisé par la guerre avec la Prusse. En février 1871, les élections sont remportées par les royalistes qui placent à la tête de l'exécutif à Bordeaux l'orléaniste Adolphe Thiers. Installé à Versailles, il écrase la Commune de Paris lors de la « **semaine sanglante** » (21-28 mai 1871).

Communards et anarchistes : Après la première Internationale, les divisions entre socialistes se creusent. À l'initiative de Bakounine, les anarchistes défendent la collectivisation par le bas ; ils s'enracinent notamment en Catalogne et en Andalousie à la faveur de la révolution de 1868. En France, les Communards instaurent une forme de démocratie directe et défendent un programme d'avant-garde : séparation des Église et de l'État, coopératives ouvrières de production, enseignement gratuit...

Après l'élection à la Présidence de la République du légitimiste Mac-Mahon, les monarchistes pensent rétablir le comte de Chambord sur le trône. Les **lois constitutionnelles des 24, 25 février et 16 juillet 1875** établissent un régime bicamériste dans lequel le chef d'État dispose de larges pouvoirs. Mais Mac-Mahon se heurte rapidement aux républicains qui remportent les élections législatives de 1877 : le président accepte alors de laisser la conduite des affaires au gouvernement. Après sa démission en 1879, et face à un camp monarchiste démobilisé par les conditions excessives mises par le Comte de Chambord à un retour sur le trône (abandon du drapeau tricolore pour le blanc de la monarchie), le retour de la République est légitimé par l'élection de Jules Grévy à sa présidence.

Autocratie russe et modèles intermédiaires

À l'autre extrémité du continent, la Russie des tsars perpétue un État anachronique. Sur le trône depuis 1825, Nicolas I^{er} règne en monarchie absolue par oukases. Son fils **Alexandre II (1855-1881)** souhaite moderniser le pays. Au niveau local, il met en place des assemblées élues au suffrage censitaire, les **zemstvos** pour les districts et les provinces (1864) et les **doumas** pour les villes (1870). La justice est également réformée en 1864 dans un sens plus libéral avec l'inamovibilité des juges, l'instauration de jurys et la suppression de châtiments corporels. Pour autant, l'arbitraire reste important : la déportation en Sibérie relève toujours d'une simple décision administrative. Sous l'impulsion du ministre Golovnine, des gymnases

(lycées) se mettent en place. Le général Milioutine réduit le service militaire de 25 à 6 ans et fait passer l'armée vers le modèle de la conscription.

Enfin, en 1865, la censure s'allège. Toutefois, Alexandre II ne souhaite pas instaurer une monarchie constitutionnelle, et encore moins parlementaire. L'opposition révolutionnaire radicale qui organise plusieurs attentats contre le tsar (1866, 1867, 1879) le pousse à un durcissement ; il est finalement assassiné lors d'un attentat à la bombe perpétré par le groupe **Pervomartovtzi** le 13 mars 1881 à Saint-Petersbourg.

La Prusse de Guillaume I^{er} conserve également un système très autoritaire. L'Empereur dispose de larges pouvoirs et son chancelier ne dépend pas du Reichstag. Avec le passage à l'Empire en 1871 (voir plus bas), le système demeure identique.

Le Bundesrat (Conseil fédéral) : À partir de 1871, cette chambre représente les différents États allemands. Elle vote les lois et contrôle les finances mais la Prusse y dispose d'une minorité de blocage et sa présidence est assurée par le chancelier.

L'Autriche de François-Joseph hésite beaucoup sur le modèle politique à adopter. Monté sur le trône en octobre 1848, le jeune souverain promulgue une constitution conservatrice et centralisatrice en mars 1849. Le Reichstag est dissous et le pouvoir devient plus personnel à partir de 1851. Tandis que l'abolition du système féodal est confirmée, cette période, qualifiée de **néo-conservatisme**, dure jusqu'en 1859. L'Église redevient un pilier du régime, confortée par le Concordat de 1855. Toutefois, la période suivante expérimente le fédéralisme jusqu'en 1867. Cette année-là, se met en place le dualisme austro-hongrois. La partie autrichienne devient constitutionnelle et les Hongrois acceptent le Compromis (*Ausgleich*).

Compromis austro-hongrois (*Ausgleich*) : Après la défaite de Sadowa, François-Joseph décide de mieux distinguer deux ensembles dans son empire multinational. Il partage celui-ci entre Cisleithanie et Transleithanie. La première couvre l'Autriche germanique à laquelle sont rattachés les Tchèques. De l'autre côté de la rivière Leitha, un royaume de Hongrie comprend aussi des Slovaques, des Croates, la Transylvanie... avec Pest comme capitale. Une union personnelle lie les deux États.

Un nouvel équilibre européen par « le fer et par le sang » (Bismarck)

Depuis 1815, les puissances continentales (Russie, Autriche, Prusse) n'ont eu d'autre politique extérieure que de chercher à contenir la France dans un rôle de puissance diplomatico-militaire de second rang en Europe. Par souci de ne pas voir

apparaître un État dominateur, la Grande-Bretagne recherche systématiquement un équilibre entre les forces continentales. Elle ne souhaite pas voir émerger face à elle une puissance capable de concurrencer son leadership thalassocratique mondial. Dans ce contexte, Victoria s'est rapprochée de Napoléon III dont le programme affiché en 1852 est « l'Empire, c'est la paix ».

La guerre de Crimée : la France devient l'arbitre de l'Europe

Londres cherche à tout prix à empêcher la Russie d'accéder aux mers chaudes, c'est-à-dire à contrôler le détroit du Bosphore et à déstabiliser, voire démembrer, l'Empire ottoman, « homme malade » de l'Europe (**Question d'Orient**). Napoléon III souhaite pour sa part remettre en cause l'ordre européen instauré en 1815. Initié par une concurrence entre la France et la Russie dans la protection des chrétiens d'Orient et par les menaces russes sur la Sublime Porte, le conflit éclate en octobre 1853 par des opérations militaires qui opposent Turcs et Russes. En mars 1854, la France et la Grande-Bretagne s'engagent à leur tour, ouvrant la première confrontation militaire entre grandes puissances depuis 1815. Un corps expéditionnaire franco-britannique de 55 000 hommes se dirige d'abord vers la Dobroudja envahie par les Russes. Finalement, les opérations se concentrent sur la Crimée russe. Après leur victoire à la **bataille de l'Alma (septembre 1854)**, les Français et les Britanniques viennent assiéger Sébastopol.

Le siège donne lieu à de nouvelles formes de combats où l'artillerie domine, obligeant les combattants à s'abriter dans des retranchements. L'état-major allié connaît également des difficultés à soutenir correctement la force militaire touchée par les épidémies (choléra, typhus, scorbut) et immobilisée dans l'hiver russe. Les Britanniques reçoivent les soins d'infirmières volontaires (Florence Nightingale). Les combats sont aussi sanglants qu'inutiles jusqu'en juin 1855. Sollicités par Napoléon III, les Piémontais viennent renforcer le corps expéditionnaire. L'offensive contre le système fortifié russe reprend en juin. Après trois jours de bombardements intenses, la prise de la tour de Malakoff le 7 septembre offre un avantage décisif aux alliés. Le conflit a fait près de 350 000 morts au total et change l'ordre européen.

Napoléon III organise le **congrès de paix de Paris en mars 1856**. Il fait figure d'arbitre diplomatique de l'Europe. L'intégrité de l'Empire ottoman est rappelée. À la frontière de la Russie, la Valachie et la Moldavie ottomanes reçoivent cependant l'autonomie, tandis que la libre circulation sur le Danube est instaurée. La mer Noire est neutralisée (pas de marine, ni de port de guerre), marquant un recul de l'influence russe. Napoléon apparaît également comme un protecteur des nationalités en Europe. Sous son égide, l'union de la Moldavie et de la Valachie fait émerger une principauté de Roumanie dès 1862. Avec moins de succès il encourage l'union scandinave et approuve l'insurrection polonaise de 1863.